L'Europe cherche Ã sÃ©curiser son accÃ¨s aux terres rares

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
May 2012

AprÃ¨s avoir fait pression sur la Chine, qui a annoncÃ© restreindre ces exportations de terres rares, l'Europe cherche Ã prendre le contrÃ´le de nouvelles mines, notamment Ã Madagascar, pour y extraire ces minerais indispensables Ã la fabrication de produits high tech. Les Amis de la Terre dÃ©noncent une nouvelle fois la stratÃ©gie europÃ©enne qui vise Ã sÃ©curiser l'importation de matiÃ¨res premiÃ¨res bon marchÃ© malgrÃ© les impacts environnementaux et sociaux liÃ©s Ã leur exploitation. L'Europe devrait plutÃ´t chercher Ã en rÃ©duire la consommation.

Il y a quelques semaines, les Ã‰tats-Unis, l'Europe et le Japon ont dÃ©posÃ© une plainte Ã l'Organisation mondiale du Commerce - OMC, contre la Chine pour protester contre son annonce de restreindre ses exportations de terres rares. 95 % des terres rares sont actuellement exploitÃ©es en Chine, un monopole qui s'explique par la faiblesse des lÃ©gislations environnementales et sociales dans ce pays, ce qui a pour consÃ©quence de rÃ©duire les coÃ»ts de production. Alors que le dÃ©pÃ´t de plainte a Ã©tÃ© confirmÃ©, l'entreprise franÃ§aise Rodhia et le groupe minier allemand TRE ont annoncÃ© aujourd'hui vouloir ouvrir une nouvelle mine Ã Madagascar.

Camille Lecomte, chargÃ©e de campagne pour des modes de production et de consommation responsables aux Amis de la Terre s'interroge : "L'exploitation des terres rares est aujourd'hui possible en Chine car ce pays ferme les yeux sur les lourds impacts environnementaux et sociaux qu'elle provoque : destruction de quantitÃ© colossales de roches pour extraire quelques grammes de minerais, rejets de dÃ©chets toxiques, pollution des nappes phrÃ©atiques, ouvriers sous payÃ©s... l'Europe veux-elle Ãªtre complice de l'exportation de ce modÃ¨le Ã Madagascar ?" Juliette Renaud, chargÃ©e de campagne sur les industries extractives, s'est rendue Ã Madagascar en octobre 2011 pour y enquÃªter sur les activitÃ©s de Total. Elle complÃ¨te : "Sur place, l'impuissance des autoritÃ©s publiques Ã encadrer les industries extractives et leur mÃ©connaissance des enjeux est flagrante. Tout comme Total, Rodhia et TRE veulent profiter de la faiblesse de la gouvernance malgache pour obtenir des concessions dÃ©favorables en tous termes : cela annonce une nouvelle catastrophe sociale et environnementale, sans mÃªme une contre-partie Ã©conomique pour les populations."

Â La prise de conscience de la dÃ©pendance des EuropÃ©ens Ã l'Ã©gard de certaines ressources doit les conduire Ã limiter leur consommation et non Ã cautionner la destruction de l'environnement dans d'autres pays. Pour les Amis de la Terre, les gouvernements et entreprises europÃ©ennes doivent cesser cet accaparement de l'espace Ã©cologique des populations du Sud. L'association appelle Ã rÃ©duire les consommations en allongeant la durÃ©e de vie des produits Ã©lectriques et Ã©lectroniques, qui contiennent des terres rares et autres matiÃ¨res dites "stratÃ©giques".

Les Amis de la Terre